



Loi sur les relations industrielles
(L.R.N.-B., chap. I-4)

DEMANDE DE DÉCLARATION RELATIVE AU
STATUT DU SYNDICAT OU CONSEIL SYNDICAL SUCCESSEUR
PRÉSENTÉE À LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Entre:

le requérant,

-et-

le défendeur.

Le requérant, conformément à l'article 58 de la loi, demande à la Commission du travail et de l'emploi de déclarer que

(nom du syndicat ou conseil syndical prétendant être le successeur)

*a *n'a pas acquis les droits, privilèges et obligations de son prédécesseur

(nom du syndicat ou conseil syndical précédent)

par suite d'une fusion, d'une amalgamation ou d'un transfert de compétence.

Déclaration du requérant:

1. a) Nom du requérant:

b) Adresse:

c) Adresse aux fins de signification:

2. a) Nom du défendeur:

b) Adresse:

c) Adresse aux fins de signification:

*Rayer les mentions inutiles

3. Adresse du syndicat ou conseil syndical prédécesseur:

*4. (Si le défendeur n'est pas l'employeur)

a) Nom de l'employeur des salariés visés par la demande:

b) Adresse de l'employeur:

*5. (Si l'employeur est membre d'une organisation d'employeurs qui peut être visée par la demande)

a) Nom de l'organisation d'employeurs:

b) Adresse de l'organisation:

6. Description détaillée de l'unité de salariés dont le prédécesseur était l'agent négociateur. Indiquer, s'il y a lieu, la municipalité ou autre zone géographique visée:

7. Nombre approximatif de salariés dans l'unité décrite au numéro 6:

8. Date d'accréditation, le cas échéant, du prédécesseur comme agent négociateur des salariés de l'unité:

*9. Le syndicat ou conseil syndical prédécesseur et l'employeur sont ou étaient parties à une convention de reconnaissance ou sont étaient liés par celle-ci:

a) date de sa signature: le _____ 20 _____ ;

b) date de son entrée en vigueur: le _____ 20 _____ ; et

c) dispositions de résiliation et de reconduction y prévues:

*10. Le syndicat ou conseil syndical prédécesseur et l'employeur sont ou étaient parties à une convention collective ou sont ou étaient liés par celle-ci

a) date de sa signature: le _____ 20 _____ ;

b) date de son entrée en vigueur: le _____ 20 _____ ; et

c) dispositions de résiliation et de reconduction y prévues:

11. Faits pertinents sur lesquels le requérant entend s'appuyer pour justifier sa demande de déclaration:

12. Autres déclarations pertinentes:

13. *(1) Le requérant accepte que la demande de déclaration soit faite sans la tenue d'une audience devant la Commission.

OU

*(2) Le requérant accepte que la Commission statue sur la demande sans la tenue d'une audience et fait les observations suivantes:

OU

*(3) Le requérant demande la tenue d'une audience devant la Commission et s'engage à y assister. Il fait valoir les éléments suivants à l'appui de sa demande:

*14. Pages additionnelles annexées

a) Nombre de pages:

b) Numéros faisant l'objet de renseignements complémentaires:

*15. Outre la signification normale des documents relatifs à la présente, le requérant demande que copie soit envoyée aux personnes suivantes (nom et adresse):

Fait à _____, le _____ 20 ____ .

(signature et fonctions)

(signature et fonctions)

N.B. La présente formule doit être remplie et signée conformément aux dispositions de la loi et des règles de la Commission.

*Rayer les mentions inutiles